



L'écho des bahuts n°7

Bulletin mensuel de la section FSU Martigues/Port de Bouc/côte bleue

Numéro 7
Juin 2013

L'édito:

L'été sur la plage, on peut s'amuser à regarder ce que lisent les gens allongés sur leurs serviettes de bain. Dis moi ce que tu lis, je te dirais qui tu es? Eh bien si vous voyez quelqu'un lire ce numéro de «L'écho des bahuts », il y a de grandes chances que ce soit un collègue de Martigues, Port-de-Bouc, Châteauneuf ou Sausset les Pins, puisque cette lettre est tirée à 1000 exemplaires et distribuée dans les salles des profs et les écoles du secteur. Vous avez été, cette année encore, nombreux à nous lire, et nous vous en remercions. Nous avons essayé d'aborder dans ce bulletin des sujets qui nous concernent tous, de décliner des questions sociales à l'échelle locale, de vous informer et d'offrir

à qui le souhaite un espace d'expression sur son métier d'enseignant. Ce dernier numéro n'échappe pas à la règle, des militants du SNES, du SNEP ou du SNUipp vous font partager à leur manière leur amour du Service Public d'Éducation. Nous revenons aussi dans ce numéro sur les événements musicaux de cette fin d'année auxquels nous nous associons: le concert de convergence des luttes et la fête antiraciste. Nous vous souhaitons donc une bonne lecture et de bonnes vacances... et entre deux sardinades, pensez à nous faire part de vos remarques sur ce bulletin, sur notre adresse mail ou sur les réseaux sociaux.

Frédéric Grimaud

Salaire et emploi: c'est pour quand?

En cette fin d'année, nous n'avons pas le plaisir d'annoncer aux collègues le dégel du point d'indice. Depuis juillet 2010, sa valeur reste bloquée, et tous les lecteurs de l'écho des bahuts le savent bien, cela a des répercussions sur le pouvoir d'achat de tous les fonctionnaires. Parallèlement, le tassement

des grilles de progression a atteint un niveau insupportable. Alors cet été, nous partirons en vacances avec encore un peu moins d'argent dans les poches... Face à cela, le ministre entend engager des négociations sur la revalorisation de notre pouvoir d'achat...mais conditionnées à une éventuelle reprise économique!! Or dans le même temps,

Bruxelles fixe de nouveaux objectifs monétaires pour la France concernant : la réduction du déficit public, la mise en œuvre de l'accord sur le marché du travail, le coût du travail, la libéralisation des services, la compétitivité des entreprises et la simplification de la fiscalité. Traduisez: des emplois dans la fonction publique et la revalorisation des salaires, c'est pas pour demain! Par contre, on peut s'inquiéter des 9 pages de préconisations faites par la commission des affaires économiques et monétaires. En particulier sur son insistance à vouloir « rééquilibrer » le régime des retraites...

Dans cette crise économique, sociale et environnementale, le gouvernement doit réorienter sa politique budgétaire et ne pas oublier que le service public est un rouage essentiel d'une société démocratique, et un rempart contre l'idéologie rampante de l'extrême droite. C'est pourquoi la FSU entame dès aujourd'hui des discussions avec les autres organisations syndicales pour que la prochaine rentrée soit celle des mobilisations sociales. Parce que défendre et améliorer le Service Public, c'est œuvrer pour une société plus juste et plus égalitaire.



Questions sociales et syndicalisme.

Les collègues nous interrogent souvent sur le fait que la FSU se positionne sur des questions qui ne concernent pas stricto-sensu la défense et l'amélioration du service public, les conditions de travail de ses agents. Par exemple cette année, la FSU s'est largement exprimée sur le mariage pour tous ou les conditions de vie des familles Roms. Localement, les militants de la FSU interviennent dans le RESF (et ce bulletin en est souvent l'expression), se font le relai des combats menés par les salariés de la pétrochimie ou s'investissent dans les collectifs de défense de

l'environnement autour de l'Étang... et nous avons manifesté par exemple notre soutien au peuple palestinien bombardés à Gaza ou indiens expropriés de leurs terres en Argentine ou au Chili. Rien à voir avec la réussite de nos élèves non? Pas si sur. Car notre syndicalisme, nous l'inscrivons dans un projet de société, dans l'histoire et la culture du mouvement ouvrier. Ce que nous visons en œuvrant pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants, c'est une société plus juste, plus égalitaire. Pour nous, le combat pour un Service Public d'Éducation de

les enseignants sont partie intégrante d'une société en changement. Participer à ces changements en plaçant d'une part l'École au cœur des mutations sociales et d'autre part en se plaçant du côté des travailleurs, a été cette année encore notre manière de faire du syndicalisme. Nul vents ne sont favorables au marin qui ne sait pas vers quel port il se dirige disait Sénèque. Et toute action syndicale qui ne s'articule pas avec des questions sociales et sociétales est vouée au corporatisme sans âme. D'ailleurs on pourrait se demander quel genre d'éducateurs nous serions si nous ne nous ne visons pas une transformation progressiste de la société?

Frédéric Grimaud
Ecole Tranchier

6 | Le fait du jour 1er mai



qualité va de paire avec les combats pour l'écologie, contre le racisme, pour l'égalité hommes-femmes... car

Bilan annuel sur les nouvelles épreuves de langues vivantes juin 2013

Il est temps de faire le bilan, et pour les professeurs de langues vivantes, cette année scolaire laissera un goût amer. En effet, la réforme des épreuves de LV, entérinée par le gouvernement actuel sans réelle concertation et dans la précipitation, a considérablement détérioré les conditions de travail des enseignants, livrés à eux-mêmes, face à des contenus et modalités d'examen confus et contradictoires, contraints dans le même temps de concevoir les sujets sans aucune aide et parfois de rédiger les convocations eux-mêmes. Tout cela sans qu'aucune rémunération ne soit prévue.

Les épreuves orales se sont trop souvent déroulées dans des conditions inacceptables pour les élèves et les professeurs : dates d'épreuves parfois tardivement annoncées, cours non banalisés, épreuves de LV1 et LV2 le même jour, anonymat des élèves et des professeurs non respectés, contraintes matérielles difficiles à gérer, avec en parallèle, des échéances impossibles à tenir, étant donné la lourdeur du programme.

Le transfert du baccalauréat aux établissements accentue la pression subie par les administrations et les enseignants, qui n'ont pu travailler dans des conditions décentes, l'année scolaire se résumant à une course contre la montre.

Stéphanie Vinatier
lycée Paul Langevin

Le SNUipp rencontre la mairie de Martigues

Le Snuipp Martigues a rencontré la mairie en évoquant deux sujets principalement : la scolarisation des enfants de moins de trois ans et le décret sur les rythmes scolaires.

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'ouverture d'une classe de toute petite section (2 ans) à l'école maternelle Tranchier. Cette classe accueillera au plus 15 élèves avec une ATSEM à plein temps. Cette classe fera donc certainement sa rentrée dans de bonnes conditions. Cependant, cette ouverture reste largement insuffisante. **L'école maternelle a besoin d'un nouveau souffle conséquent.** En effet, le pourcentage des élèves scolarisés dès deux ans s'est effondré en une décennie, passant de 35 % en 2000- 2001 à 13 % en 2010- 2012. Le Snuipp se prononce pour une obligation faite à l'Etat de donner les moyens de scolariser les enfants dès 2 ans pour les parents qui le souhaitent. Ce droit doit être garanti sur tout le territoire et dans les conditions revendiquées par le SNUipp en terme d'effectifs, d'encadrement,

de conditions matérielles d'accueil et de formation des enseignants.

Pour ce qui est des rythmes scolaires, le Snuipp avait demandé au ministre de l'Education nationale une journée banalisée afin que les enseignants se réunissent et échangent sur la loi d'orientation. **Cela lui a été refusé. Nous remercions alors la mairie d'avoir fait ce que l'Education nationale n'a pas accepté : réunir parents d'élèves et enseignants pour dresser un état des lieux.** Il résulte de ces réunions que les parents tout comme les enseignants sont partagés quant à la question du mercredi ou du samedi matin travaillés. Au Snuipp, nous ne sommes pas plus favorables à l'une ou l'autre option. En effet, les chronobiologistes sont eux-mêmes divisés sur cette question-là. De plus, les avis partagés des enseignants de Martigues corroborent l'enquête que nous avons menée à l'automne dernier auprès de plus de 24 000 enseignants : **50 % étant pour le mercredi matin et 50 % pour le samedi matin.** Ceci dit, un cadrage natio-

nal est nécessaire qui n'exclut pas des adaptations locales et des dérogations. Cependant, selon nous, des limites doivent exister : une journée ne peut dépasser 6 heures de classe pour les élèves, le mercredi après-midi doit rester vaqué. **L'idée du zonage des vacances d'été doit être repoussée.** Le Snuipp réclame que la réforme des rythmes scolaires s'accompagne pour les enseignants d'un temps de présence réduit face aux élèves. Ce qui permettrait de travailler autrement afin de faire réussir le plus grand nombre de nos élèves.

Notre travail avec la mairie consiste à créer d'éventuels partenariats au travers de cette réforme (par exemple, avec les projets éducatifs territoriaux) et de réfléchir ensemble à l'articulation avec les activités périscolaires.

Nous demandons la réécriture du décret afin que l'intérêt des enfants et des enseignants soient enfin effectifs.

Valérie Dussol,
SNUipp Martigues.

Lurçat: une DGH qui ne passe pas

A la rentrée prochaine, le lycée Jean Lurçat devrait voir le nombre d'élèves inscrits dans l'établissement augmenter de 6,2%. Pour faire face à cette augmentation démographique, le Rectorat a prévu une augmentation de l'enveloppe horaire de ... 3,2 %!

Cette perte de moyens est d'autant plus inquiétante qu'elle s'inscrit dans une tendance à la baisse qui dure depuis maintenant 5 ans. Aussi, depuis le mois de février, les enseignants du lycée épaulés par les parents d'élèves et les élus de la commune ont multiplié les actions afin d'obtenir des moyens à la hauteur des besoins. Au cours des Conseils

d'Administration, la dotation horaire globale a été rejetée à deux reprises, une motion a été votée et intégrée dans le procès-verbal du CA, deux courriers ont été envoyés au président de la région PACA et au député de la circonscription (lequel a écrit une lettre au Recteur pour nous appuyer), une demande d'audience au Rectorat a été envoyée par voie hiérarchique... Le jeudi 11 avril 2013, une délégation d'enseignants, le président des parents d'élèves FCPE et le secrétaire académique du SNES, étaient reçus par les collaborateurs du Recteur. Lesquels nous ont expliqué qu'ils fai-

saient ce qu'ils pouvaient avec ce qu'ils avaient et que le changement, au moins pour les lycées, ce ne serait pas pour maintenant... En attendant, il faudrait se résoudre à perdre quasiment tous les dédoublements et enseigner à des classes de 35 élèves, mais qu'on se rassure, "y a pire ailleurs!" Avant d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte, nous allons déposer un préavis de grève pour la semaine de la rentrée. Histoire de montrer aux services du Rectorat que cette fin de non-recevoir n'est pas tout à fait à la hauteur de nos espérances...

Philippe Sénégas
SNES Lycée Lurçat

La musique et les luttes...

La FSU et ses militants soutiennent activement deux événements musicaux sur Martigues en cette fin d'année, organisés en soutien à des luttes.

Le premier c'est le concert pour l'emploi industriel qui aura lieu le 27 juin à la salle du Grès. HK, le célèbre compositeur de « on lâche rien »



et Gari Grèu, chanteur du groupe Massilia Sound system, viendront ap-

porter leur soutien au salariés de l'industrie du golfe de Fos avec leurs musiques et leur énergie. Ce sera aussi l'occasion de récolter des fonds pour les salariés de Fralib, qui ont mené une lutte exemplaire de 960 jours contre le groupe UNILEVER, et qui se retrouvent aujourd'hui sans salaire.



Le deuxième, c'est la « fête contre le racisme » organisée par le RESF le 2 juillet au parc du Prieuré. Cette fête sera l'occasion de célébrer la sortie de la compilation de soutien aux sans-papiers, dans laquelle sont réunis M.A.P, Macadam Bazar, Zebda, L'1consolable, Les Ogres de Barback, Alee, H.K & les Saltimbanks; Z.E.P; Les Hurlements d'LEO; les Boukans; Marcel et son orchestre; Fabien Martin; Compagnie Jolie même; Les Petits d'Homme; Naïas; l'Homme parle. Certains de ces artistes seront présents avec leurs instruments pour une soirée de musique et de partage. Le CD est disponible aussi auprès des militants FSU de la sous-section. Tous les fonds seront reversés directement aux enfants de nos écoles-collèges-lycées dont les parents vivent sans-papiers. Et à Martigues, Port-de-Bouc...comme ailleurs, ils sont malheureusement nombreux

Naïas, les Petits d'Homme, Akassa...
en concert à Martigues le 2 juillet

Clément Méric

La FSU a appris avec effroi et indignation le décès de Clément Méric, étudiant de Sciences-Po et jeune militant anti-faciste, mortellement frappé par un groupe de **militants d'extrême droite le 6 juin 2013. Elle adresse toutes ses condoléances** à sa famille, ses proches, ses ami(e)s et camarades et militants. La FSU condamne cette agression qui rappelle tristement la violence des méthodes de tels groupuscules d'extrême droite laissant s'exprimer leur haine raciste, homophobe. À Martigues, nous avons participé avec: la LDH ; le RESF ; les syndicats SUD-Solidaires, CGT, FSU, CFDT, et les représentants du Front de Gauche, du PS et d'EELV, à un rassemblement unitaire en réaction à ce meurtre le samedi 8 juin sur la place Jean Jaurès. Une centaine de personnes ont répondu à l'appel, dont les enseignants des établissements du secteur. Un texte commun a été lu par le président de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme. Bien entendu pour rendre hommage à Clément et apporter les condoléances à sa famille. Mais aussi pour dénoncer un climat malsain en France où les idées d'extrême droite sont banalisées et où sont renvoyés dos à dos ceux qui véhiculent la haine et le rejet de l'autre avec les militants démocratiques et antiracistes. Le discours s'est fini par une promesse: NO PASSARAN.

Les membres de la section locale sont à votre disposition pour défendre vos droits, répondre à vos questions,

Frédéric Grimaud: école Tranchier

Philippe Sénégas: **Lycée Lurçat**

Angelko Svrđlin: Collège Wallon

Valérie Dussol: école Saint Pierre

Christine Lemassu: Lycée Lurçat

Myriam Guinaudeau: Brigade Martigues

Jean-Patrice Brancato: **Collège Eluard**

Christine Aubin: **Hôpital de jour**

Nathalie Navarro: Collège Daumier

Valérie Baqué: école DI-Lorto

Odile Vaisse-Tessier: **école Saint-Julien**

Jean-Marie Paoli: retraité



fsu.martigues@gmail.com

FSU Martigues côte bleue